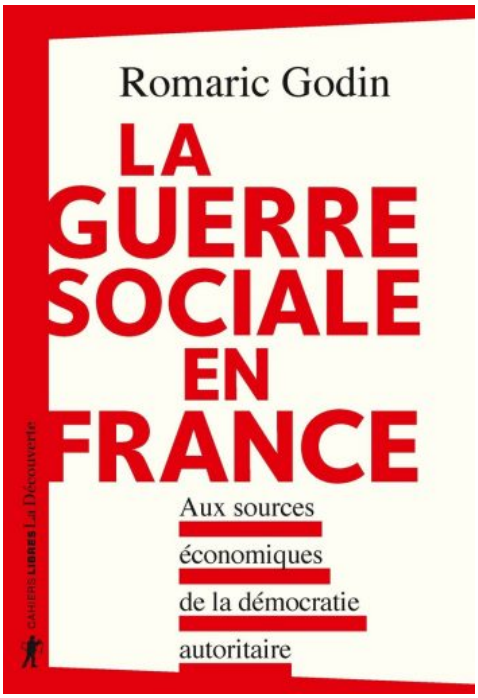
À propos du livre de Romaric Godin : *La guerre sociale en France. Aux sources économiques de la démocratie autoritaire*, Paris, La Découverte, 2019.

On pourra lire ici un extrait de l'ouvrage.



L'ouvrage de Romaric Godin est une contribution importante pour penser l'évolution politique et économique en France. Si la confrontation entre Macron et les gilets jaunes constitue une pièce maîtresse de l'analyse, l'intérêt du livre est de proposer une lecture historique de long terme tant des politiques économiques que des idées qui les justifient.

La thèse principale de l'auteur peut se résumer ainsi : le projet spécifique d'Emmanuel Macron (et des forces sociales qui l'appuient) n'est pas le néolibéralisme – les dirigeants politiques français sont tous néolibéraux, et depuis longtemps – mais la stratégie pour imposer le néolibéralisme, c'est-à-dire l'autoritarisme. Voilà pourquoi le livre ne s'appelle pas *Le néolibéralisme en France* mais *La guerre sociale en France*.

Pour appuyer cette thèse, l'auteur propose de définir le néolibéralisme et de le replacer dans l'histoire du capitalisme français afin de découvrir l'originalité du moment Macron.

1) Le premier enjeu est de définir le néolibéralisme. Le néolibéralisme n'est pas unifié. C'est un ensemble de pratiques et de théories qui définissent « un mode d'existence du capitalisme contemporain » (p. 18[1]) en réaction au capitalisme des années 1970. Le néolibéralisme n'est pas l'absence d'intervention de l'État comme pouvait l'être le libéralisme. C'est au contraire un interventionnisme particulier qui donne à l'État le rôle d'organiser le monde sur le modèle du marché. Le néolibéralisme se présente comme la vérité elle-même, il serait donc indépendant des conflits d'intérêts qui empêchent de comprendre la réalité de l'activité économique. Pour se légitimer, le néolibéralisme s'appuie sur la théorie économique dominante qui se conçoit comme une science de la nature. Le néolibéralisme serait également un progressisme. Les seuls opposants ne peuvent être que des détenteurs de rentes ou de positions dominantes qui ont peur de la vérité du marché. C'est en brisant ces protections que les plus faibles pourront voir leur situation s'améliorer.

2) Deuxièmement, il faut expliquer que le néolibéralisme est une étape historique du développement du capitalisme. Or, « l'économie capitaliste est dominée par le rapport social entre capital et travail » (p. 9). Selon Romaric Godin, depuis 1945, la France est un modèle de capitalisme hybride où l'État a un rôle neutre dans ce rapport social – neutre au sens où il ne privilégie ni le capital ni le travail. Comprendre cela exige de mettre l'accent sur l'histoire du capitalisme en France. L'auteur n'hésite pas à remonter jusqu'à Adolphe Thiers, premier président de la III^{ème} République, responsable de l'écrasement de la Commune de Paris en 1871. Cette période est un cas emblématique d'une situation historique où l'État choisit le capital face au travail. Ce n'est qu'à partir de 1945 que la France bascule dans le modèle hybride. Le néolibéralisme en tant que doctrine se développe dès les années 30/40 mais ne conquiert que progressivement les têtes des élites politiques. Il devient dominant au cœur des années 1970 mais il n'est pas possible socialement de rompre avec l'hybridation du modèle français.

L'originalité d'Emmanuel Macron est d'assumer le conflit de classe constitutif du passage du modèle hybride au modèle néolibéral – au prix du sang. Le fameux « en même temps » a été abandonné dès le début du quinquennat, avant la contestation sociale (classique et des gilets jaunes). La guerre sociale n'est donc pas le fruit du hasard mais constitue une stratégie. De façon très étonnante on ne peut être que d'accord avec Christophe Barbier lorsqu'il explique l'existence d'une filiation entre Macron et Adolphe Thiers – qui « en massacrant les communards, sauve la République »[2].

Cette petite synthèse montre à quel point le livre de Romaric Godin permet de réfléchir sérieusement sur la situation actuelle. En plus de poser des questions importantes, l'ouvrage est agréable à lire et s'adresse à tous. On peut conseiller sa lecture sans hésitation.

L'intérêt de ce livre – et son point faible – se cache dans une contradiction entre deux lectures concurrentes qu'il est possible d'en faire. Ce sera l'objet de cette critique. En effet, on perçoit assez nettement une contradiction entre le cadre d'analyse théorique sur l'évolution du capitalisme français entre 1871 et 2019 et les faits qui sont rapportés par l'auteur lui-même. Alors que l'enjeu du livre est de montrer la nouveauté du cas Macron comme emblème de la période dite néolibérale, toute l'argumentation est truffée d'éléments de preuves qui mettent en cause le concept même de néolibéralisme.

Pour le dire autrement, il est tout à fait possible, sinon souhaitable, d'écrire une autre histoire du capitalisme français. Au-delà de la périodisation historique fordisme/néolibéralisme, ce qui manque à l'analyse est l'étude de la dynamique du changement institutionnel. Pourquoi bascule-t-on d'une étape historique à une autre ? Cette critique suggère alors de revenir sur le grand absent du livre : le prolétariat – le salariat si on veut utiliser un vocabulaire moins polémique. Il faut alors renverser la proposition de la page 123 selon laquelle Macron est autoritaire du fait des échecs passés du néolibéralisme : en réalité, s'il va si loin c'est peut être d'abord en raison des victoires passées de son camp qui sont autant de défaites du syndicalisme.

La suite de la discussion s'organise en deux points. D'abord, on discute de la pertinence des concepts de néolibéralisme, de démocratie et d'autoritarisme. Ensuite, on propose une lecture alternative du second 20ème siècle contre l'idée d'un État neutre entre capital et travail, ce qui peut se traduire dans un langage plus académique comme la critique de l'idée d'un compromis institutionnalisé[3] entre capital et travail. On pourra alors conclure en expliquant pourquoi une lecture alternative du 20ème siècle n'est pas simplement un exercice académique mais une nécessité politique pour combattre Macron et ceux qu'il

représente.

Néolibéralisme, démocratie et autoritarisme

La grande difficulté théorique du livre porte sur le concept de néolibéralisme. S'il faut saluer l'effort de l'auteur qui cherche à le définir, la définition comme mode d'existence du capitalisme contemporain n'est pas réellement convaincante. Elle bute sur la critique de Serge Audier selon qui il n'existe pas un néolibéralisme mais des néolibéralismes avec des grilles d'analyse souvent plus concurrentes que complémentaires[4]. Peut-on comparer Hayek et Rocard ?

Par ailleurs, la distinction entre le libéralisme et le néolibéralisme pose aussi problème car elle supposerait que l'ancien libéralisme serait non interventionniste. Or, que cela soit en France où ailleurs, il n'y a pas de capitalisme sans intervention de l'État : il fait la guerre et la police, il ouvre les marchés, construit les infrastructures, subventionne les entreprises, adopte une politique monétaire, une politique commerciale, etc.[5] Il y a une confusion entre le libéralisme comme doctrine et les pratiques des économies dites libérales.

Autre point, si le néolibéralisme théorique nait autour de la fin des années 1930 avec le fameux colloque Walter Lippman[6], les idées mettent du temps à modifier les pratiques de l'État et il faudra attendre Thatcher et Reagan pour cela. Si on accepte cette lecture, le néolibéralisme devient tout à la fois : des théories, des pratiques et une période historique ouverte à partir des années 1970. Un concept comme celui-là ne risque-t-il pas de conduire à des confusions et à éluder certaines questions décisives ?

Une grande qualité du livre est son ambition historique qui permet de montrer que beaucoup de nouveautés n'en sont pas. C'est le cas du néolibéralisme en France dont Romaric Godin montre avec précision qu'il est bien plus ancien que Macron. La section sur les origines historiques du néolibéralisme (p. 90-100) illustre parfaitement la tension entre les deux lectures du livre. Il y est question du livret ouvrier de 1803 conçu pour noter les travailleurs, dans le même temps où l'État nationalise les entreprises de chemin de fer pour les revendre ensuite à vil prix. L'auteur note que

> « Dans ces conditions, être social, c'est d'abord assurer la croissance des profits, au besoin grâce à l'État. Le capitalisme français du XIXe siècle n'est pas très éloigné d'un idéal néolibéral ou la puissance publique vient garantir la protection des profits » (p. 92)

Plus loin l'auteur précise :

> « L'État néolibéral, accompagnant et soutenant le secteur privé, ressemble à s'y méprendre à l'État français du XIXe siècle. L'exigence d'oublier la lutte de classes pour se soumettre aux impératifs de la concurrence fait écho à cette phrase d'Adolphe Thiers : 'La concurrence est la source de toute amélioration dans le sort des classes pauvres', qui elle-même préfigure la proposition d'Édouard Philippe, en mars 2019, de favoriser la concurrence, pour améliorer le sort des français les plus vulnérables » (p. 99).

Une quantité innombrable de références historiques jalonne le livre et montre la continuité de la problématique dite néolibérale. Par exemple, la commission Attali est comparée au système Thiers :

> « il faut donner la priorité au rendement du capital et, pour cela, il faut à la fois libéraliser le marché intérieur de biens et services […] et libéraliser le marché du travail » (p. 124).

Plus loin, la violence de la répression commandée par Macron est comparée à celle de Thiers lors de la répression de la Commune :

> « C'est sans doute cela le fanatisme centriste : devant l'atteinte aux biens, tout s'efface. Et ne reste que la violence » (p. 220).

Pour une période plus contemporaine, Romaric Godin explique que le néolibéralisme politique propose un premier passage en force dans la période 1976-1988 sous Giscard d'Estaing et Mitterrand ! Après une pause entre 1988 et 2010, le néolibéralisme serait de retour. On pourrait ajouter que François Fillon avait préparé pendant sa campagne présidentielle une blitzkrieg (guerre éclair) contre le social.

Au total, a-t-on besoin du concept de néolibéralisme quand celui-ci est manifestement devenu si polysémique qu'il renvoie à des choses contraires ? A une période de confusion intellectuelle comme la nôtre, n'est-il pas nécessaire au contraire d'adopter des concepts qui soient rigoureusement définis et difficilement récupérables ? Et finalement, derrière le néolibéralisme, la question n'est-elle pas d'abord celle du capitalisme ?

Le deuxième concept qu'il faut interroger est celui de démocratie. Les mots qui semblent les plus évident, parce qu'ils nous sont particulièrement familiers, sont en fait les plus difficiles à définir. Ils doivent retenir notre attention. C'est le cas du concept de démocratie. L'auteur s'inquiète d'une dérive autoritaire de la démocratie mais ne s'interroge pas sur la démocratie elle-même. Or, pouvons-nous dire que la France est démocratique ou, du moins, qu'elle suivait avant Macron le chemin de la démocratisation ?

Encore une fois, c'est Romaric Godin qui nous donne les plus belles armes contre Romaric Godin. On trouve ainsi un passage dans le livre qui explique quelque chose d'assez commun : la 5ème République est une constitution idéale pour imposer la volonté d'une minorité contre la majorité. Cela devrait conduire à dire que la 5ème République est parfaitement anti-démocratique ou pour reprendre la formule d'un auteur qu'on ne peut pas suspecter de gauchisme, qu'elle est le régime du « coup d'État permanent »[7] !

Macron dirige la France seul après avoir obtenu au premier tour de l'élection présidentielle 17% des voix des adultes en âge de voter. Dans le même temps, l'abstention (20%), les non-inscrits (9%) et les votes blancs et nuls (2%) cumulent 31% des « voix » des adultes en âge de voter. La situation n'est pas neuve. Les nombreux scandales liés au financement des partis politiques viennent écorner encore l'idée d'une démocratie en France alors qu'il serait plus juste de parler de capitalo-parlementarisme[8].

La non reconduction des sortants pour cause d'insatisfaction populaire ne date pas de Sarkozy, c'est simplement qu'auparavant Chirac et Mitterrand avaient usé finement de la

cohabitation. Plus largement, depuis 1945 mais surtout 1958, les réformes successives conduisent à un renforcement du pouvoir du chef de l'État.

On est alors en droit de se demander si l'autoritarisme commence lui aussi avec Macron ? Même sous l'angle de la répression, s'il ne faut pas nier la massification de celle-ci, tous les outils répressifs sont mis en place bien avant 2017[9]. Contrairement à ce que suggère l'auteur sur la période contemporaine, la méthode autoritaire n'est nullement spécifique à Macron. Hollande a initié le flashball social avec la loi Travail, sans compter les usages anti-militantisme des lois supposées lutter contre le terrorisme, lors de la Cop 21 notamment.

L'idée d'un État neutre qui se désarme face au conflit social n'est donc pas entièrement convaincante. Les grèves de 1948 font 5 morts et des centaines de blessés. Des morts sont également à déplorer en mai 1968. On se souvient de Malik Oussekine (en 1986), de Rémi Fraisse (2014). On n'ajoute pas à ce décompte les guerres, les massacres de juillet 1953 et d'octobre 1961 mais, on peut signaler les nombreuses et régulières violences policières principalement dans les banlieues qui produisent régulièrement des morts, des blessés et une démobilisation sociale.

Ne faut-il pas alors se garder d'une image pacifiée et démocratique de la France du second 20ème siècle ? Dire que l'après 1945 n'est pas aussi violent que l'avant 1945 implique-t-il de conclure à une neutralité de l'État et à la fin de l'autoritarisme ?

Une contre histoire du 20ème siècle

La critique des concepts est une étape nécessaire pour penser une histoire alternative du 20ème siècle. En mettant au second plan le fordisme (ou trente glorieuses) et le néolibéralisme (ou post-fordisme) comme périodes historiques, il ne s'agit pas de nier des régularités historiques importantes mais de compléter l'analyse statique des périodes historiques par l'étude du changement institutionnel[10]. On peut alors proposer la lecture suivante :

a) La Seconde guerre mondiale comme la première sont aussi, et peut-être avant tout, le produit de la crise économique[11]. Le règlement de la crise de 1929 n'est pas le New Deal commencé en 1933 mais l'extraordinaire destruction de capital et de vies humaines consécutive à la guerre. La centralisation de l'économie n'est pas d'abord le fait d'une évolution des idées (keynésiennes) mais le produit de l'économie de guerre. On peut lire de ce point de vue l'historien Philip Nord[12] qui décrit la grande continuité entre la 3ème République, Vichy et la 5ème République comme phases de centralisation et de planification.

b) Le fordisme n'est donc pas le produit d'un compromis institutionnalisé entre capital et travail sous l'égide de l'État – sauf à parler de compromis couteau sous la gorge. La résistance et la collaboration sont marquées d'une couleur sociale[13]. A la sortie de la guerre, si le PCF et De Gaulle nouent une alliance contre le projet de gouvernement militaire états-uniens (AMGOT), quelques années plus tard le plan Marshall est imposé en France[14] ce qui conduit à de grandes grèves en 1947, à la répression et à l'exclusion des ministres communistes[15]. En 1948, la grève des mineurs fait des morts. Pour rappel, c'est le ministre socialiste Jules Moch qui est ministre de l'intérieur à cette époque. Manuel Valls a des ancêtres également.

c) Les années fordistes sont souvent appelées « Trente glorieuses »[16]. Or, de nombreux

travaux démontrent aujourd'hui à quel point cette appellation est trompeuse. D'un point de vue chronologique, dernières les taux de croissance, la gloire peut se résumer à seulement quelques années. L'historien Remy Pawin écrivait en 2013 :

> « Au total, les 'Trente Glorieuses' fondent comme peau de chagrin : équipement des ménages insuffisant avant 1965, moindre croissance après 1968. »[17]

Les tickets de rationnement perdurent jusqu'en 1949. Cette période de trente ans est celle de la guerre en Indochine, à Madagascar, en Corée, en Algérie, etc. Il faut aussi dire un mot sur les effets pour le moins dévastateur des trente glorieuses sur l'environnement alors qu'une conscience politique des enjeux existe de façon très précoce[18]. Comme toujours, il faut se demander, glorieuses pour qui ?

d) Bien sûr les chocs pétroliers des années 1970 changent la donne. Mais il ne faut pas oublier à quel point les effets délétères de la « mondialisation » sont le fruit d'une construction politique. Le plan Marshall est une invitation au libre-échange quand le mouvement social souhaitait, soit mener la « Bataille de la production »[19] derrière les communistes, soit penser la critique du productivisme et de l'industrialisation. Le libre-échange est une construction politique dont les conséquences économiques sont très bien connues par les acteurs. Il faut par exemple se défaire des illusions sur ce qu'est l'Union européenne. Dès 1949 dans les débats à l'assemblée nationale il est clair que faire l'Union est incompatible avec un haut niveau de socialisation des salaires : pour le député Pierre André, « si l'Union européenne [...] devenait une réalité, et si les barrières douanières tombaient, comment pourrions-nous aligner nos prix sur ceux de la concurrence étrangère, alors que les charges sociales chez nos voisins sont inférieures aux nôtres ? »[20]. Nous sommes en 1949.

e) Comment alors requalifier ce que nous appelons néolibéralisme ? Et si on parlait par exemple, à la suite de Marx, d'une seconde accumulation primitive ? Pour lui l'accumulation du capital peut prendre deux grandes formes, l'exploitation du travail et le vol. La première accumulation primitive est celle qui commence avec l'expansion commerciale et coloniale de l'Europe. Le capital croit par le vol des richesses créées par les sociétés antérieures. Et si la réalité des années suivant les années 1970 était une réappropriation de ce qui a été conquis dans le cadre de la lutte intense des travailleurs contre l'État et le capital ? Au moment même où se construisent des formes de productions indépendantes du capital à l'Est et à l'Ouest, celui-ci cherche à se les approprier *via* la violence de l'État et de la guerre[21].

f) La clef de lecture de cette histoire alternative du 20ème siècle est l'évolution de la classe ouvrière (ou prolétariat), malheureusement grand absent du livre de Romaric Godin. Si la classe ouvrière obtient de grandes victoires au 20ème siècle c'est probablement parce qu'elle se battait dans une optique révolutionnaire[22]. Son enjeu principal n'était pas un meilleur partage des richesses, la réduction des inégalités ou encore l'amélioration des conditions de travail. Dans la lignée des combats du 19ème siècle (anarchiste, socialiste, communiste, et tant d'autres), l'objectif du mouvement social était le renversement du capitalisme, c'est-à-dire la conquête de de l'outil de production – contre le capital et l'État.

Ainsi s'explique la violence des rapports de classe au 19ème et au 20ème. Tout le paradoxe des concepts de compromis institutionnalisé et de fordisme provient du fait qu'ils sont très discutables en début de période (1945) mais incontestables en fin de période (1975). En

effet, comprendre le 20ème siècle suppose de comprendre la grande mutation du mouvement ouvrier qui est massivement devenu social-démocrate[23]. L'enjeu des luttes n'est plus la contestation du capitalisme mais la régulation de celui-ci. En 1945, les luttes sont encore marquées par l'ambition révolutionnaire, un compromis n'est pas possible. En 1975, les organisations syndicales abandonnent pas à pas leur radicalité et se contentent de leur rôle de « partenaire social ». En plus du travail de sape étatique et patronal, cette transformation s'explique à la fois par la bureaucratisation des organisations syndicales mais aussi par l'amélioration des conditions matérielles d'existence des ouvriers – en partie rendue possible par la plus grande exploitation des prolétariats des pays périphériques et de la planète.

g) La crise continue du capitalisme, renforcée à partir de 2007, détériore les conditions matérielles d'existence, mais la bureaucratisation du syndicalisme empêche de mettre en mouvement le social contre ses adversaires historiques – l'État et le capital. Que sont les gilets jaunes ? De ce point de vue le livre de Romaric Godin manque un aspect essentiel du mouvement des gilets jaunes : la remise en cause des organisations syndicales qui ne sont plus un outil de lutte aussi efficace que par le passé mais également – et surtout – la remise en cause de l'État lui-même. Qu'est-ce que le RIC sinon le retour de la critique de l'État et de la représentation comme forme de gouvernement politique ? Dans leurs luttes les gilets jaunes sont sortis des cadres institutionnels du conflit social pour retrouver au moins partiellement les origines du mouvement syndicaliste révolutionnaire : occupation non déclarée de l'espace public (les ronds-points), manifestations non déclarées, sans parcours, par petits groupes désorganisés, sans rapport avec les forces de police, manifestation dans les lieux de pouvoir (sous les fenêtres de la bourgeoisie), etc.

Conclusion

Pour conclure, il est désormais possible de renverser la proposition de Romaric Godin sur Macron. Macron ne se radicalise pas en raison des échecs du néolibéralisme en France, il se radicalise en raison de ses victoires. S'il avait effectivement prévu la confrontation sociale, il n'avait pas prévu le retour de la lutte de classe et la mutation de la contestation sociale. Le neuf ce n'est pas Macron, ce sont les gilets jaunes. Macron s'attendait à résister à des syndicats moribonds, il se retrouve face à une contestation plus radicale tant en dehors qu'à l'intérieur des syndicats. Tout l'enjeu désormais est de savoir si les syndicats réellement contestataires – et le plus important d'entre eux, la CGT – vont vouloir revenir, au moins partiellement, à ce qui a fait leur succès historique : se battre pour un au-delà du capitalisme.

Bien sûr, il faut dire et répéter la qualité et l'importance des nombreux travaux sur le néolibéralisme. Ils sont une nourriture intellectuelle indispensable et salutaire. Il est évident qu'au cours du second vingtième siècle l'État change, tout comme de nombreuses structures économiques et sociales. En ce sens les périodisations du capitalisme et l'analyse de ses variantes régionales sont essentielles. La critique présentée dans cette note de lecture peut ainsi paraître légitimement trop rude vis-à-vis du concept de néolibéralisme.

Néanmoins, le risque à se focaliser sur le néolibéralisme et à éluder la dynamique institutionnelle du 20ème siècle est de manquer la cible d'un point de vue politique. La critique du néolibéralisme est tout à fait récupérable et compatible avec l'ambition d'un

alter capitalisme : un capitalisme apprivoisé, un capitalisme vert, un capitalisme fordiste, un capitalisme méritocratique. Ce serait oublier trois choses : 1) la crise des années 1930 n'a pas trouvé de solution dans un meilleur capitalisme mais par la guerre, 2) la dynamique d'accumulation propre au capitalisme ne peut pas être durablement limitée du fait de la pression constante du capital sur le politique, 3) les plus grandes victoires sociales étaient portées par des organisations cherchant à dépasser le capitalisme.

Si on appelle néolibéralisme le régime d'accumulation qui succède au fordisme, alors il est nécessaire pour les critiques du néolibéralisme de se positionner : en critiquant une phase particulière du capitalisme, s'agit-il d'inviter à un alter-capitalisme qui serait plus acceptable ou bien s'agit-il d'une critique du capitalisme qui appelle au dépassement de ce mode de production ? Dans le premier cas, il y a fort à parier que le mouvement social irait au-devant de fortes déconvenues. Mais a-t-on encore le temps d'être déçus ? Dans le second cas, l'objectif est d'accepter le défi du gouvernement en replaçant au cœur des luttes la question du pouvoir. Or, qu'est ce qui fonde le pouvoir du capital ? La maîtrise du travail. Il est donc probablement vain de vouloir en finir avec la crise par l'impôt ou par la réduction des inégalités, il faut reprendre le vieux programme d'expropriation des expropriateurs – contre l'État et le capital.

En posant explicitement la comparaison entre Adolphe Thiers et Emmanuel Macron, le livre de Romaric Godin ouvre une brèche. C'est un livre à lire sans aucun doute. Mais en refusant d'aller jusqu'au bout de la comparaison, c'est-à-dire en analysant trop peu la continuité historique du capitalisme, l'ouvrage semble considérer qu'un autre capitalisme est possible. La bataille est ouverte. Godin contre Godin.

Notes

[1] Citation de l'auteur issue de Ayers A. et Saad-Filho A. (2015), « Democracy against Neoliberalism: Paradoxes, Limitations, Transcendence », *Critical sociology*, Volume 41, Numéro 4-5.

[2] https://twitter.com/Nantes_Revoltee/status/1195323275347472384.

[3] Delorme R. et André C. (1983), *L'État et l'Économie. Un essai d'explication des dépenses publiques en France 1870-1980*, Editions du Seuil, Paris.

[4] Audier S. (2012), *Néolibéralisme(s), Une archéologie intellectuelle*. Grasset, Paris.

[5] Kuisel R. (1981), *Capitalism and the state in modern France*, Cambridge University Press, Cambridge. Bhir A. (2018/2019), *Le premier âge du capitalisme (1415-1763)*, 3 Tomes, Syllepse, Pars.

[6] Audier S. (2008). *Le colloque Lippmann, aux origines du néo-libéralisme*, Bord de l'Eau, Paris.

[7] Mitterrand F. (1964), *Le coup d'état permanent*, Plon, Paris.

[8] Badiou A. (2007), *De quoi Sarkozy est-il le nom ?*, Editions Lignes, Paris.

[9] Codaccioni V. (2019), *Répression. L'État face aux contestations politiques*, Textuel,

Paris.

[10] En fait, il s'agirait de compléter l'une par l'autre.

[11] Pauwels J. (2016), *1914-1918, La Grande Guerre des classes*, Delga Paris.

[12] Nord P. (2016), *Le New Deal Français*, Perrin, Paris.

[13] Lorwin V. R. (1952), « French trade unions since liberation, 1944–1951 », *Industrial and Labor Relations*

Review, Volume 5, Numéro 4, pp. 524–539.

[14] Wall I. (1989), *L'influence américaine sur la politique française 1945-1954*, Balland, Paris.

[15] Valentin M-R. (1985), « Les grèves des cheminots français au cours de l'année 1947 », *Le Mouvement social*,

Numéro 130, pp. 55-80

[16] Une des qualités du livre est de ne pas célébrer pas les trente glorieuses.

[17] Pawin R. (2013), « Retour sur les 'trente glorieuses' et la périodisation du second XXè siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Numéro 60, Volume 1, pp. 155-175.

[18] Pessis C. et al. (2013), *Une autre historie des 'trente glorieuses'*, La découverte, Paris.

[19] Frachon B. (1946). *La Bataille de la production: Nouvelle étape du combat contre les trusts*. Rapports, articles et discours. Ed. sociales.

[20] Da Silva N. (2017), « Le mythe du «trou de la Sécu» à l'aune des débats parlementaires de 1949. », dans Brunet Carole, Darcillon Thibaut, and Rieucau Géraldine (Eds), Economie sociale et économie politique. *Regards croisés sur l'histoire et sur les enjeux contemporains*, Presses universitaires de Louvain, Louvain. Hal-archives en ligne.

[21] Giacché V. (2015), *Le second anschluss. L'annexion de la RDA. L'unification de l'Allemagne et l'avenir de l'Europe*, Editions Delga, Paris.

[22] Friot B. (2016), « Passer du soutien à la classe ouvrière à son école », dans Higelé J-P. et Jacquot L., *Engagements et sciences sociales. Histoires, paradigmes et formes d'engagement*, Salariat et transformations sociales, Nancy.

[23] Bihr A. (1991), « Du » grand soir » à » l'alternative »: le mouvement ouvrier européen en crise », Editions de l'Atelier, Paris.